

Les Hautes-Alpes En Marche !

Cher(els) Concitoyen(ne)s,
je me présente aujourd'hui à vos suffrages avec le soutien de La République en Marche, le mouvement créé par notre nouveau Président de la République, Emmanuel Macron, mais également celui du parti Radical de gauche, car tout en m'inscrivant dans la dynamique nouvelle du rassemblement, je reste fidèle à mon éthique politique, celle que portait pour notre pays Pierre Mendès-France.

Il faut aujourd'hui donner à Emmanuel Macron une majorité cohérente car, sans cela, dans cinq ans, ce sont les extrêmes qui l'emporteront.

Je veux être à 57 ans et pour un dernier mandat de député, la voix vigilante de la montagne, des territoires et des citoyens délaissés auxquels il faut donner espoir et confiance.

Aujourd'hui rassemblons nous pour bâtir une France qui retrouve son esprit de conquête et protège les plus faibles dans une Europe refondée.

Bien cordialement, votre député
Joël Giraud



Avec Joël Giraud
votre député et

Claire Bouchet
sa suppléante



Pour une montagne vivante

L'acte 2 de la loi montagne a permis :

- d'adapter les normes à la situation particulière de la montagne
- de préserver des écoles et des services publics hospitaliers
- de protéger et sécuriser des parcours des travailleurs saisonniers.

La priorité absolue est aujourd'hui d'assurer le «Service Après Vote» de cette loi pour éviter que les textes réglementaires n'en dénaturent la portée ou la laissent lettre morte ! **Réélu à l'unanimité à la tête du Conseil national de la montagne, j'en serai le gardien vigilant.**

Pour une économie haut-alpine ambitieuse

Nous réduirons le coût du travail.

Nous aiderons les entreprises à embaucher en baissant les cotisations sociales employeurs. Ceux-ci économiseront près de 1800 euros par an et par salarié au SMIC.

Nous permettrons à tous les travailleurs d'avoir le droit à l'assurance-chômage, notamment

Les artisans, les commerçants indépendants, les entrepreneurs, les professions libérales et les agriculteurs.

Nous simplifierons la vie des entrepreneurs.

Nous réduirons leurs charges et supprimerons le Régime Social des Indépendants (RSI) qui fonctionne mal. Nous baisserons l'impôt sur les sociétés de 33,3% à 25% pour rejoindre la moyenne européenne.

Pour un tourisme innovant

Nous engagerons une relance de l'investissement qui sera assurée par :

- Une pérennisation du dispositif de surinvestissement fiscal sur les remontées mécaniques, dispositif que j'ai créé dans la loi de finances 2015,
- Une accessibilité aux stations de ski par transport par câble depuis les pôles de mobilité,
- Une politique valléenne de diversification pour accompagner les aléas climatiques,
- Une réhabilitation massive de l'immobilier de loisirs très bénéfique pour les entreprises locales par la réorientation des dispositifs fiscaux à l'image de ce que j'ai obtenu dans la loi montagne par réorientation du dispositif Censi-Bouvard.

La révolution numérique en marche

Nous couvrirons en très haut débit ou en fibre l'ensemble du territoire.

Ce sera fait d'ici la fin du prochain quinquennat, pour ne laisser aucun territoire à la traîne de la transition numérique. Les opérateurs téléphoniques doubleront la couverture mobile en zone rurale et de montagne pour réduire les zones sans réseau, notamment via la mutualisation des antennes-relais qui n'a pas pu être introduite dans la loi montagne, malgré mes amendements. L'État prendra ses responsabilités partout où cela est nécessaire.

Le tourisme connecté, la télémédecine, le télétravail représentent des enjeux essentiels pour nos territoires de montagne.

Mieux vivre de son travail et inventer de nouvelles protections

Nous améliorerons le pouvoir d'achat de tous les travailleurs.

Sans que cela ne revienne plus cher aux employeurs, nous réduirons les cotisations

payées par les salariés, par les indépendants et par les fonctionnaires : près de 500 euros supplémentaires nets par an pour un salaire de 2200 euros nets par mois.

Nous augmenterons le pouvoir d'achat des ouvriers, des employés et de salariés les moins bien payés.

Tous les smicards qui bénéficient de la prime d'activité toucheront par exemple l'équivalent d'un 13^e mois de salaire, soit 100 euros nets de plus chaque mois.

Ils bénéficieront aussi de la suppression de la taxe d'habitation.

Nous rétablirons les exonérations de cotisations sociales sur les heures supplémentaires.

Nous ouvrirons les droits à l'assurance-chômage aux salariés qui démissionnent (droit utilisable qu'une fois tous les cinq ans).

Nous engagerons un effort national de formation sans précédent et ferons un effort massif pour l'apprentissage.

Nous augmenterons le minimum vieillesse de 100 euros par mois.

Nous mettrons en place la prise en charge à 100% des lunettes et des prothèses auditives et dentaires d'ici 2022.

Nous donnerons accès à un(e) auxiliaire de vie scolaire à tous les enfants qui en ont besoin pour avoir une scolarité comme les autres.

Nous augmenterons de 100 euros par mois l'Allocation Adulte Handicapé (AAH).

Une France fière de ses paysans

Nous serons aux côtés des agriculteurs pour qu'ils vivent de leur travail, plutôt que des aides publiques.

5 milliards d'euros de notre Plan d'Investissement seront consacrés à la modernisation de leurs exploitations, et nous les aiderons à être payés au prix juste en soutenant les organisations de producteurs dans leurs négociations avec les industriels.

Nous donnerons droit au chômage aux agriculteurs pour leur permettre de surmonter les périodes de baisse d'activité et leur garantirons une retraite décente.

Nous soutiendrons l'installation des jeunes agriculteurs, nous permettrons un prêt d'honneur à la personne sans demande de garantie d'un montant de 50 000 euros maximum avec un différé de deux ans.

Je défendrai, comme je l'ai toujours fait avec succès pendant ce quinquennat, l'augmentation du nombre de prélèvements de loups.

Transition énergétique

Les politiques d'investissement dans les énergies renouvelables sont indispensables, dans un objectif de création d'emplois, ce qui est particulièrement vrai dans le développement de la petite hydraulique des territoires de montagne.

Nous lancerons un grand plan de rénovation des bâtiments publics, de l'État et des collectivités locales pour 4 milliards d'euros.

Nous accélérerons le déploiement des véhicules électriques en maintenant le bonus-malus à l'achat et en accélérant le déploiement des bornes de recharge.

Nous créerons dans le cadre du plan d'investissement une prime exceptionnelle de 1000 euros pour permettre à tous ceux dont les véhicules ont été fabriqués avant 2001 d'acheter des voitures plus écologiques, qu'elles soient neuves ou d'occasion.

Nous accompagnerons les Français afin qu'ils isolent leurs logements. **Nous permettrons à tous de pouvoir réaliser les travaux nécessaires, notamment à ceux qui n'ont pas aujourd'hui toutes les ressources pour investir.**

Une Europe refondée et protectrice

Nous lutterons contre les arrangements fiscaux entre États et entreprises multinationales.

Ils faussent la concurrence en Europe ! Plus largement il faudra œuvrer à une harmonisation fiscale et sociale évitant les dumpings en Europe et en particulier réviser rapidement la directive relative aux travailleurs détachés.

Nous réserverons l'accès aux marchés publics européens aux entreprises qui localisent au moins la moitié de leur production en Europe dans le cadre d'un *Buy European Act*.

Nous généraliserons Erasmus et l'étendrons aux apprentis. 200 000 étudiants et apprentis français partiront chaque année dans un pays de l'Union européenne.

Nous construirons une Europe qui nous protège.

Nous proposerons avec l'Allemagne une Europe de la défense associant les pays volontaires, en créant un Fonds européen de défense. Nous renforcerons le contrôle aux frontières extérieures de l'Europe tout en révisant la directive de Dublin pour un **accueil plus digne des migrants**.

Nous construirons une Europe qui protège nos industries stratégiques.

Nous plaiderons pour un budget au moins équivalent sur la prochaine politique agricole commune qui poursuive son soutien aux territoires de montagne.

Pour les Hautes-Alpes, je m'engage à :

- **Défendre la prolongation de l'A51** jusqu'à la bifurcation de la vallée de l'Avance vers Briançon et la D900 vers l'Ubaye, ce qui permettra de répartir le trafic en jour de pointe sur deux échangeurs (Briançonnais, Embrunais et Ubaye d'une part, Champsaur Gapençais d'autre part), réglant enfin les interminables bouchons des chassés croisés vers le sud. Ceci bénéficiera à tous les accès touristiques vers les Hautes-Alpes depuis le sud en prenant en compte les enjeux d'environnement et agricoles de la vallée de l'Avance.

- Mettre en place un **plan de modernisation** de l'itinéraire Gap-Grenoble par la **RN 85** et de l'ancienne **RN 91** Briançon-Grenoble.

- Lancer les travaux de la **déviations de la Roche de Rame**, point noir de la RN 94

- **Proposer**, après son sauvetage en 2016 auquel j'ai largement contribué, **une vraie modernisation du train de nuit**, ainsi que la concrétisation de l'étude transfrontalière de raccordement à la future gare de Susa TGV.

Le passé répond de l'avenir

Joël Giraud classé 8^e député «le plus bosseur» de France par le magazine

Capital



Article publié le 13 avril 2017

www.joelgiraud2017.fr